



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

01 oct. 2026

N° 343

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

L'ÉTAT BOURGEOIS FONCTIONNE COMME LES GANGS

La situation des masses populaires haïtiennes devient chaque jour plus difficile. Les gangs criminels ne cachent plus leur intention de conquérir, à coup de massacres de la population pauvre, l'ensemble du territoire pour y établir leur régime. Dans le sillage de ces assassins, la bourgeoisie et sa classe politique fonctionnent sans complexe, et mènent une guerre de rapines et d'extorsion contre la classe ouvrière et les masses exploitées.



De nombreux habitants dans la capitale dénoncent la façon dont des juges, des avocats et des commissaires du gouvernement utilisent le système judiciaire pour s'en prendre à la population en opérant des kidnappings légaux. En complicité avec certains malfrats, ils montent des dossiers criminels contre des justiciables pour leur soutirer de l'argent. Arrêtés ou invités à se présenter librement devant un juge pour répondre des accusations, les soi-disant inculpés ne sortiront de leur lieu de séquestration, en général des commissariats de police, que s'ils ont de l'argent pour payer la caution exigée de leurs ravisseurs.

Dans la même veine, les gens dénoncent presque quotidiennement le comportement criminel des policiers et la complicité qui existe entre eux et des chefs mafieux. Leur collaboration est variée : espionnage, commerces illicites d'armes etc. Selon l'ONU, une bonne partie des armes qui est donnée au gouvernement pour combattre l'insécurité atterrit dans les mains des gangs. C'est un secret de Polichinelle. Mais le gouvernement n'a jamais fait la lumière sur ces policiers pris en flagrant délit, la main dans le sac.

Par ailleurs, depuis cinq ans, la classe politique jubile dans une période dite de « transition politique ». Cela permet à tous ces politiciens de profiter du dépeçage des caisses de l'Etat, d'avoir de l'influence par la responsabilité d'un ministère ou d'un organisme déconcentré de l'Etat. Ce sont ces profiteurs qui sucent la mamelle de cette vache à lait qu'est devenue l'Administration publique.

Et que dire des grands commerçants, des

grands patrons, ceux évoluant dans le transport maritime, aérien et terrestre, les grands importateurs, bref, tous ceux dont les affaires prospèrent malgré le climat de la violence des gangs? Ils s'en donnent à cœur joie en augmentant leurs prix, en imposant un salaire de misère aux travailleurs. Ils n'hésitent devant rien pour faire de l'argent en mettant sur le marché des produits avariés qui peuvent nuire à la santé de la population, ou bien la commercialisation d'une gazoline impropre qui fait beaucoup de dégâts dans les véhicules.

Les dirigeants des pays impérialistes qui, comme les gangs, prétendent être les amis d'Haïti, s'en prennent aux travailleurs, aux jeunes qui fuient la violence et la misère d'Haïti. Criminalisés, vilipendés, ces derniers sont renvoyés chez eux comme des bêtes sauvages enchaînées.

Sur le plan de la spoliation et de l'exploitation des masses exploitées, les tenants de la bourgeoisie et les chefs de gangs se ressemblent. Leurs actions combinées sont un désastre pour la population. Ces criminels ne devraient bénéficier d'aucune confiance de la part de la population.

Pour se libérer, pour améliorer leurs conditions d'existence, les masses exploitées ne doivent jamais se fier aux politiciens bourgeois quelques-soient leurs étiquettes politiques. C'est dans les luttes de chaque jour que les travailleurs parviendront à obtenir de meilleurs salaires, un logement décent, le droit à la santé et l'éducation.

Organisés, déterminés et forts des expériences des luttes quotidiennes, ils pourront ainsi se positionner dans les luttes pour l'avènement d'une société sans classe et ainsi mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ **Page 1**
- L'Etat bourgeois fonctionne comme les gangs

Leur Société

- ⇒ **Page 2**
- Gros morne : une nouvelle attaque des gangs criminels
 - Les gangs à Marmont Paul, en direction du grand nord
 - Les cas de kidnappings toujours en hausse
 - Expulsion et persécutions des migrants haïtiens
- ⇒ **Page 3**
- carburant de mauvaise qualité dans les stations-service !
 - Les petits marchands du Cap-Haïtien en colère
 - Élections : Pas d'engouement populaire

Dans les entreprises

- ⇒ **Page 3**
- La sous-traitance, victime de la violence des gangs à Port-au-Prince
- ⇒ **Page 4**
- Leta boujwa a ap fonksyone tankou gang !

Dans l'international

- ⇒ **Page 4**
- Présidentielles en France: Nathalie Arthaud pour faire entendre le camp des travailleurs

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

Voix des Travailleurs paraissant depuis 1986

GROS MORNE : UNE NOUVELLE ATTAQUE DES GANGS CRIMINELS

Le lundi 28 septembre 2026, les habitants de la commune de Gros-Morne dans l’Artibonite ont été une fois de plus pris pour cible par les assassins du gang « Kokorat sans ras » qui sévit dans l’Artibonite. Le bilan de cette attaque serait d’au moins d’une dizaine de personnes tuées dont 4 membres d’une même famille et de plusieurs blessés par balle.

Selon le maire de la 3e section communale de Gros-Morne, Hubert Ceneac, il s’agit de représsailles suite aux affrontements entre un contingent Sri-lankais de la FSG et le gang « kokorat sans ras » dans la commune de Savane longue. Ces soldats intervenaient pour sécuriser un

tronçon de la route nationale qui relie les départements du Nord’Ouest et de l’Artibonite là où les gangsters avaient mis un poste péage pour dépouiller la population. Trois bandits auraient été tués au cours de cette opération.

Dans l’après-midi, les bandits sont allés se venger sur la population à Gros-Morne en

tirant partout sur tout ce qui bougeait. Parmi les personnes tuées, un motocycliste qui conduisait 3 personnes à l’hôpital.

Plus que jamais l’organisation armée de la classe populaire est nécessaire pour une ultime opération « bwa kalé » dans tout le pays.■

LA POPULATION, OTAGE DES GANGS CRIMINELS

Un chef de gang a récemment déclaré que pour chaque bandit tué soit par la police ou par des brigadiers, il tuera une dizaine parmi la population pour se venger. Une tactique que les organisations criminelles utilisent de plus en plus pour intimider les forces de sécurité du gouvernement et mettre la pression sur la population

Lors de la dernière attaque des gangs

dans la commune de Kenscoff les dimanche 23 et lundi 24 août 2026, le chef de gang avait publié une vidéo montrant une quarantaine de personnes séquestrées. Il avait prédit qu’il les tuerait en cas d’attaque de la Police. Au cours des derniers combats dans la commune, il avait annoncé qu’il avait exécuté trois d’entre elles. Le flou le plus total reste sur le sort des autres otages après que ce chef de gangs a été contraint d’abandonner son quartier général

sous la pression de la Police.

Dans l’Artibonite, le groupe kokorat sans ras avait séquestré un millier de personnes environ pour exiger la libération de trois des leurs retenus par des brigadiers.

Plus nombreux, les habitants des quartiers n’ont qu’une solution pour se débarrasser de ces truands : être plus organisés et plus déterminés qu’eux. ■

LES GANGS À MARMONT PAUL, EN DIRECTION DU GRAND NORD

Des criminels lourdement armés, du groupe « kokorat san ras » ont pris le contrôle de la localité de Marmont Paul, à Saint-Michel, le 15 septembre 2026. En occupant des sections communales par ci et consolidant leur présence par-là, les bandits ne cherchent-ils pas à se lancer à la conquête du grand Nord?

Entre le 31 juillet, le 16 août et le 15 septembre, en moins de deux mois, les paysans de Marmont Paul ont subi trois attaques des bandits. Chaque assaut a fait plusieurs morts et des blessés graves. Les criminels ont incendié des maisons et contraint la population à fuir, abandonnant les biens. Les petits commerçants, les paysans sans terre, les ouvriers agricoles et les chauffeurs de moto-taxis sont les principales victimes de ces agressions.

Marmont Paul, septième section communale de Saint-Michel, est donc sous le contrôle des gangs « Gran-Grif » et «

Kokorat San Ras », ces deux groupes criminels affiliés à la coalition «Viv Ansanm». Depuis plus de 7 ans, ils sèment la terreur dans le haut et le bas Artibonite. Ils commettent des actes criminels pour terroriser la population avec pour objectif de prendre le contrôle des diverses villes, communes et localités du département. Ne trouvant peu de résistance, ils étendent leur emprise en direction du Nord.

La route qui traverse cette localité relie la zone aux communes de Saint-Michel, de Marchand-Dessalines et même de Petite-Rivière-de-l’Artibonite. Cette route intérieure permet de se rendre de Petite-Rivière à Saint-

Michel en contournant les difficultés du trajet sans emprunter la route nationale menant vers le département du Nord. Saint-Michel est limitrophe de deux communes du département du Nord : Dondon et Saint-Raphaël.

Malgré la présence de « Forces de Répression des Gangs » dans l’Artibonite et plus particulièrement aux Gonaïves, les bandits poursuivent leurs projets de prise de contrôle du pays tout entier. Quant à la Police nationale, ses interventions sont souvent brèves et sporadiques. Une fois les policiers repartis, la population locale, livrée à elle-même, continue de vivre dans la terreur imposée par les gangs. ■

LES CAS DE KIDNAPPINGS TOUJOURS EN HAUSSE

Le kidnapping bat son plein dans plusieurs villes et communes du pays.

Il y a une recrudescence des cas de kidnapping durant ce dernier mois. Des enfants, des adultes, des journalistes, écoliers, fonctionnaires de l’État sont entre autres enlevés. Certains quartiers comme Delmas 31, Bourdon, Delmas 75 sont

devenus le théâtre de ces scènes d’enlèvement.

Pendant la rentrée scolaire, plusieurs élèves ont été enlevés par des assaillants faisant partie des groupes armés. Vendredi 18 septembre, entre Lalue et Bois-Verna, une élève, en sortant de chez elle, a été la proie des

sanguinaires. Elle aurait été libérée contre rançon après des jours de séquestration.

L’État haïtien, défaillant peine à juguler ce phénomène. La population à la merci des voyous. A elle de s’organiser pour se défendre et faire échec à ces criminels.■

EXPULSION ET PERSÉCUTIONS DES MIGRANTS HAÏTIENS

Depuis la fin du statut de protection temporaire TPS aux USA en août 2026, chaque semaine des vols de rapatriement arrivent à l’aéroport international du Cap-Haïtien. Jeudi 24 septembre 2026 une quarantaine d’expulsés a été reçue au Cap-Haitien. Souvent enchaînés durant tout le vol, ils sont traités comme des criminels.

Aux persécutions racistes et xénophobes, auxquelles les migrants haïtiens faisaient face s’ajoutent, depuis la fin du TPS, les arrestations et les déportations massives. Des hommes et des femmes, qui avaient rejoint les États Unis, parfois au péril de leur vie, pour trouver un travail et une meilleure vie, ont vu leur rêve s’envoler, réduit en cendre.

L’Administration de Donald Trump a initié le port des bracelets électroniques pour contrôler les faits et gestes des « illégaux haïtiens ». Cette nouvelle condition humiliante a bouleversé les communautés haïtiennes aux États-Unis notamment celle de Springfield où cette mesure a démarré.

En août dernier, un jeune haïtien de 19 ans, Pierre Damas Bel, s’est suicidé dans la

ville de Springfield. Il n’a pas pu supporter son quotidien avec un bracelet à la cheville, il a mis fin à ses jours. Cet acte dramatique a levé un coin du voile sur la souffrance insupportable qui pèse sur ces migrants.

Un monde libre, où les peuples peuvent vivre dans la paix chez eux et où les barrières absurdes des frontières ne constituent plus un frein pour les humains ne sera possible qu’en renversant le capitalisme. ■

RENTRÉE DES CLASSES, DES PARENTS TOUJOURS DANS LA GALÈRE

Trois semaines après le début de l’année scolaire 2026-2027, les parents des classes populaires font encore face à des difficultés quant à la rentrée de leurs enfants.

Nombreux sont des élèves de condition modeste qui doivent attendre

octobre ou plus loin encore janvier 2027. Et peut-être jamais pour certains, car malgré les milles débrouillardises, prêts, tontines etc., les parents n’y arrivent pas. Ceux qui ont débuté l’année académique n’ont aucune certitude qu’ils vont la boucler. Leurs parents peuvent

craquer au premier versement exigé par la direction de leurs écoles. Chaque année, beaucoup décrochent et abandonnent.

L’éducation étant devenue une marchandise, est réservée aux plus riches dans le système d’exploitation capitaliste. ■

CARBURANT DE MAUVAISE QUALITÉ DANS LES STATIONS-SERVICE !

Le jeudi 24 septembre 2026, des dizaines de conducteurs de moto-taxis et d'automobilistes, victimes de carburant de mauvaise qualité, ont manifesté devant le ministère du Commerce et de l'Industrie. Les manifestants réclamaient des dédommagements ainsi que le limogeage du ministre. Malgré les dénonciations, la vente de la gazoline indexée continue comme si de rien n'était.

Depuis la fin du mois d'août, une gazoline de mauvaise qualité est vendue dans les stations-service. De nombreux conducteurs qui l'ayaient achetée se plaignent des dégats sur les moteurs de leurs voitures, motos et autres équipements thermiques. Malgré l'utilisation d'additifs pour la traiter, les véhicules tombent toujours en panne sur les routes et nécessitent des réparations qui coûtent beaucoup d'argent. Les plus touchés sont les conducteurs de transports en commun, notamment ceux de minibus, des tap-taps et

de moto-taxis qui consomment plus ce carburant

Ce carburant de mauvaise qualité semble provenir des terminaux de Varreux et de Thorlande, car tous les hydrocarbures liquides et le gaz de pétrole liquéfié importés sont déchargés par de navires-citernes dans ces installations. La distribution vers les stations-service et ailleurs est assurée par la DINASA (Distributeur National S.A.) et l'Association nationale des distributeurs de produits pétroliers (ANADIPP).

Deux associations représentant les

distributeurs et détaillants de carburants l'ANADIPP et l'ANAPROSS (l'Association nationale des Propriétaires de Station Service) tiennent l'État pour responsable de la situation, ils se dédouanent ainsi de toute responsabilité.

Les capitalistes privilégient les profits au mépris du sort des consommateurs. Les autorités gouvernementales agissent comme les valets de ces parasites, facilitant et protégeant leurs intérêts.

Les manifestants montrent aux classes pauvres la voie vers un contrôle de l'économie pour prendre leur destin en main.■

LES PETITS MARCHANDS DU CAP-HAÏTIEN EN COLÈRE

Les vendeurs et vendeuses de rue de la ville du Cap ont manifesté pendant tout le mois de septembre pour exprimer leur mécontentement face à la politique du maire de la ville.

Des dizaines de petits commerçants ont occupé à plusieurs reprises les artères de la ville du Cap-Haïtien pour exprimer leur ras-le-bol pendant le mois de septembre. À la base de ces manifestations, il y a eu la décision du maire de chasser les « petits démêlés » devant des écoles et autres institutions de la ville, et les mécontentements qui se sont cristallisés depuis le début de l'opération « chapelette ».

Ces manifestations sont l'expression de leur mécontentement face aux traitements indignes, de leur colère face à la violence et le mépris qu'ils ont subi durant les trois mois de Saint Croix.

Pendant ces manifestations les vendeuses n'ont cessé de scander : « *Saint Croix banm mache, Saint Croix banm mache* ». Une façon de rappeler aux dirigeants, à commencer par le maire de la ville, que c'est à eux de créer les conditions pour que les habitants puissent vivre dignement; de créer des emplois à fin d'offrir une autre alternative à la population pauvre que d'aller risquer sa vie sur les trottoirs.

Car le problème du Cap-Haïtien, aussi celui de tout le pays, ce n'est pas le manque de marché, ce n'est pas non plus le penchant des marchands à occuper les trottoirs au lieu de s'installer dans les marchés. Le problème c'est

le chômage. Le fait que des jeunes hommes et des jeunes femmes qui n'ont aucune possibilité de travail ne peuvent faire autrement que d'aller dans la rue, de l'occuper, à leur manière, pour survivre. Quand, par exemple, les usines WELCH, les ateliers de traitement de café etc... ont tous disparu et que des milliers d'ouvriers se retrouvent sans emploi, que faire pour ne pas mourir de faim, si ce n'est que se convertir en petites marchandes, en vendeuses de rue ?

Les marchands ont raison de manifester, c'est un exemple pour tous, c'est une perspective pour faire bouger les choses en leur faveur. ■

ÉLECTIONS : PAS D'ENGOUEMENT POPULAIRE

Fixées officiellement au 13 décembre 2026, tout porte à croire que ces élections seront peut-être renvoyées une nouvelle fois, comme ce fut le cas en deux occasions depuis 5 ans. Mais élections ou pas, rien ne changera pour les masses populaires si elles ne se donnent pas les moyens pour faire aboutir leurs revendications.

Selon un communiqué publié et révisé le 23 septembre, le Conseil électoral provisoire (CEP) a annoncé que “*1 285 centres d'inscription et de vote sont actuellement opérationnels à travers le pays. Plus de 628 755 électeurs ont déjà été inscrits sur les listes électorales, ce qui représente plus de 10 % du corps électoral potentiel.*” Le CEP a également indiqué que “*30 entités politiques autorisées — comprenant 18 partis et 12 regroupements — ont soumis leurs listes de membres. À ce jour, 9 candidatures à la présidence, 162 au Sénat et 419 à la Chambre des députés ont été enregistrées. L'inscription des candidats se poursuit jusqu'au 9 octobre 2026* ». Existe-t-il un décalage entre la déclaration

officielle du CEP et la réalité du terrain ?

Alors que l'inscription n'est pas encore achevée et que le vote n'a même pas commencé, des rivalités se sont déjà exacerbées entre les candidats briguant les postes de président, de sénateur, de député, de maire ou conseiller d'administration de section communale (KASEC). Un scandale a déjà éclaté concernant les bases de données contenant les noms de particuliers, utilisées par divers partis politiques cherchant à se faire enregistrer auprès du Conseil électoral. Certaines personnes ayant constaté cette situation se sont adressées à la presse pour dénoncer les partis qui utilisent la même base de données pour avoir 30 000 membres pour s'inscrire au CEP. Fait surprenant, ces

individus ne sont membres d'aucun des partis utilisant leurs informations personnelles.

Parallèlement, alors que l'insécurité gagne du terrain dans l'Artibonite et que les enlèvements se poursuivent sans relâche dans le département de l'Ouest où 80 % des communes et localités sont contrôlées par des gangs armés, de nombreuses zones sont privées de bureaux d'inscription. Les candidats déplorent l'impossibilité de se déplacer pour déposer leurs dossiers dans les centres d'enregistrement. En somme, malgré tous les progrès que le CEP affirme avoir réalisés dans le processus électoral, la majeure partie de la population tant dans les villes qu'en province manifeste peu d'enthousiasme pour les prochaines élections.■

DANS LES ENTREPRISES

LA SOUS-TRAITANCE, VICTIME DE LA VIOLENCE DES GANGS À PORT-AU-PRINCE

Port-au-Prince et ses environs sont presque vidés de leurs usines de sous-traitance. Carrefour, Cité Soleil, Tabarre, Delmas ne comptent plus d'usines de sous-traitance. Le parc Sonapi constitue une sorte de vestige avec le fonctionnement clopin-clopant de deux usines, MGA et MBI. De 20 à 40000 ouvriers au pic de ses activités, la sous-traitance compte aujourd'hui moins de 5000 ouvriers dans la capitale.

Le parc Sonapi, haut lieu de la mobilisation de la classe ouvrière, est devenu un grand entrepôt aujourd'hui. Certaines entreprises locales louent des espaces pour y stocker leurs marchandises en attente de distribution. Le parc Sonapi suit le même sort qu'un autre parc qui a eu une évolution identique, le parc SHODECOSA à Cité-soleil.

Situé à proximité de «territoire perdu », l'espace a été transformé petit à petit par ses responsables en un espace fortifié avec la présence d'une kyrielle d'agents de sécurité, des policiers et autres hommes en

armes.

Les conséquences sont désastreuses pour la classe ouvrière et les masses populaires en général. Pour chaque ouvrier mis au chômage c'est toute une famille qui s'enfoncé encore plus dans la misère. Ce sont des milliers petits jobs et autres activités corollaires qui disparaissent.

La sous-traitance avait atteint un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de dollars en 2019. De ce capital, rien n'est resté pour les travailleurs maintenant en chômage, pas d'allocations, pas de pensions de retraites pour ceux qui ont travaillé toutes leur vies dans ce secteur. Le patronat a tout confisqué. Ainsi va

le système d'exploitation capitaliste. Dans un pays où sévit le chômage de masse, des pans entiers de production sont détruits. Avec les capitaux qu'ils ont collectés du vol du surplus de travail des classes laborieuses, certains patrons partent ailleurs jouir de ces richesses, d'autres se reconvertissent dans d'autres domaines. Les seuls qui paient ces crises sont les masses exploitées.

Les travailleurs sont victimes en tout temps, en période de crise comme en période de prospérité, eux seuls de par leurs luttes peuvent libérer la société de la barbarie et de l'exploitation de l'homme par l'homme.■

PAWÒL TRAVAYÈ

Leta boujwa a ap fonksyone tankou gang !

Sitiyasyon mas popilè yo vin pi difisil chak jou kap pase. Gang ame yo pa kache entansyon yo pou pran kontwòl tout teritwa peyi a pou tabli laterè a. Bò kote pa yo, klas dominant la ansanm ak klas politik la ap fonksyone san konplèks tankou yon gwoup gang nan fason y ap mennen politik peyi a. Nan fason pa yo, yo chak ap mennen lagè pou depafini ak lavi mas eksplwate yo.

Anpil abitan nan kapital la ap denonse fason jij, avoka ak komisè kowonpi yo ap itilize sistèm jidisyè a nan dènye jou sa yo pou fè “ kidnaping ” pa yo e mande viktim yo gwo lajan. Dosye kriminel monte epi yo lage manda dèyè viktim nan. Si li pa gen gwo lajan pou retire manda a oubyen pou jwenn liberasyon li lè yo fin arete l, lap pran prizon, li gen dwa pa janm libere.

Popilasyon an denonse tou konpòtman kriminel ak konplisite ki genyen ant anpil polisye ak chèf gang yo. Gouvènman an pa janm fè limyè sou ka plizyè polisye ki jwenn arestasyon yo nan pratik sa a. Okontrè se enfliyans gang kriminel yo kap afiche nan tout enstans ki konpoze aparèy Leta a.

Depi 5 lane, klas politik sa a ap brase nan yon tranzisyon. Sitiyasyon sa a pèmèt yonn fè presyon sou lòt pou jwenn yon zo pou yo souse. Administrasyon piblik la tounen yon manmèl bèf pou klas politik la. Yo lote li tankou patat epi yo separe l antre yo.

Bò kote gwo komèsan yo, patwon ak pwopriyetè bank yo, yo tout aksepte fè bèk atè devan gang pou fè biznis yo mache. Klima latèrè gang yo enstale lakay popilasyon an bay okazyon pou yo ogmante pri machandiz yo lè yo vle, bese salè ouvriye kap travay ak yo oubyen revoke yo. Yo pa janm fè bak devan okenn mwayen pou fè lajan. Tankou mete sou mache a vye pwodui ki ka deranje sante popilalasyon an ak vye gaz kap kwaze motè machin.

Dirijan gwo peyi enperyalis yo ki di Ayiti se peyi zanmi yo voye tounen nan peyi a plizyè santèn milye travayè kap kouri kont enskirite ak lamizè, pèmèt gwo zam fann fwa rantre nan men gang yo. Konsa, se pi bon fason yo wè yo ka ede Ayiti.

Depi lontan Laboujwazi ansanm ak politisyen tchoul li yo pat janm gen yon politik ki nan enterè klas travayè ak mas popilè yo. Tout vire tounen yo sou pouvwa a se pou ede sak rich yo vin pi rich epi plonje mas popilè yo nan malsite, mizè, grangou elatriye.

Kidonk, mas eksplwate ak klas travayè a pa dwe janm konte sou Leta boujwa pou amelyore sitiyasyon yo. Se nan batay chak jou pou yon meyè salè, pou travay, pou kay, pou swen sante ak edikasyon elatriye. Men sitou, batay pou fini ak vyolans gang kriminel yo ak Leta gang nan pou konstui yon lòt sosyete, san klas. Pa gen wout pa bwa! Ann konmanse oganize nou, konstwi pwòp pati nou pou nou mennen batay la jiskobou.

OTR-UCI, jedi 24 septanb 2026
Annou kote sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

PRÉSIDENTIELLES EN FRANCE : NATHALIE ARTHAUD POUR FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Les élections présidentielles en France se tiendront le 18 avril 2027. Les principaux candidats qui aspirent à être le successeur de Macron ont déjà lancé leur campagne. Avec Nathalie Arthaud, candidate de *Lutte Ouvrière*, le camp des travailleurs a une seule voix pour exprimer ses aspirations dans cette campagne.

Depuis 1974, Lutte Ouvrière, organisation trotskiste en France n’a jamais raté une occasion pour proposer une candidature communiste révolutionnaire dans les élections présidentielles. Depuis 2007, après Arlette Laguiller, c’est Nathalie Arthaud, une militante, professeur de lycée qui incarnent ce courant qui se réclame des intérêts du prolétariat dans les élections. Dans cette campagne Nathalie Arthaud met en l’avant, comme dans les campagnes précédentes, l’idée d’une société dirigée par les travailleurs. Les problèmes auxquels font face les masses laborieuses que ce soit en France ou dans le monde, ne peuvent être résolus sans affrontement entre le camp de travailleur et celui de la bourgeoisie.

Ces idées qui constituent l’essentiel du programme révolutionnaire, Nathalie Arthaud sera la seule à le défendre. Elles seules constituent une perspective claire pour le camp des travailleurs et pour tous ceux qui s’en réclament.

Dans cette campagne, la bourgeoisie ne manque pas de porte-parole. Comme un symbole, le grand patronat a convoqué les plus en vue d’entre eux pour un grand oral le 27 août dernier. Ces candidats, Mélenchon,

Atal, Rotailleau, Marine, Le Pen, Glusmann etc. n’ont pas déçu. Aucun n’entre eux n’a pas dénoncé la mainmise croissante d’une minorité de milliardaires sur la société encore moins de contester le régime de la propriété des moyens de production comme fondement de l’exploitation de l’homme par l’homme.

Pour séduire l’électorat, de la gauche à l’extrême droite en passant par le centre, les candidats essaient tous de faire croire au travailleur à un sauveur. Pour Mélenchon, le problème c’est surtout le gouvernement, la VI république. Il promet de faire la rupture. Mais en s’adressant ainsi aux travailleurs ils ignorent l’essentiel : le véritable pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie. L’extrême droite elle,

reste fidèle à sa tradition. Sa principale candidate Marine Le Pen, malgré sa condamnation pour détournement d’argent publique, sert le bouc émissaire de l’immigration à la population. Son objectif n’est autre que de diviser les travailleurs entre eux, d’alimenter le sceptre de la guerre entre les pauvres. Et donner à la bourgeoisie la possibilité de mieux exploiter les travailleurs.

En ce sens la candidature d’Arthaud constitue un autre son de cloche, un autre langage politique qui contraste totalement aux idées qui seront largement propagées lors de cette campagne. Aux travailleurs de s’approprier et de soutenir la campagne de Nathalie Arthaud, de faire de cette campagne le début d’une prise de conscience globale.■



De gauche à droite: Arlette et Arthaud

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D’UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D’UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L’ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.